TOURNEE DE CONTACTS EN AMERIQUE LATINE (31 mars-12 mai 1984)

"QUELQUES REFLEXIONS EN GUISE DE CONTRIBUTION"

La tournée effectuée en Amérique latine en avril-mai 1984 afin de reprendre sur place, au Brésil, au Chili, en Argentine et au Pérou, un certain nombre de contacts, avait pour objectif :

- . Vérifier auprès d'équipes travaillant en accompagnement des mouvements populaires, dans quelle mesure les thèmes avancés et la démarche proposée par le projet "Animation-Confrontation d'expériences autour de la pratique des organisations populaires" (voir annexe 1), correspondaient ou non à une inquétude partagée.
- . En fonction du développement du "Programme Rural", reprendre un certain nombre de contacts et avancer dans les perspectives de travail à partir des propositions élaborées en commun par le stage-rencontre 1983 (voir annexe 2).
- . Arriver peu à peu à mieux lier les deux démarches complémentaires du projet rural et du projet animation, ce dernier intégrant les problèmes urbains et industriels.

Ce voyage coîncidait aussi avec une invitation à participer à une rencontre à Sao Paulo, organisée par le CAPPS dans le cadre du réseau latino-américain "Communicacion y Poder Popular" (voir annexe 4).

A cette rencontre participaient une vingtaine de délégués de centres d'éducation populaire de différentes régions du Brésil avec le représentant d'ALAI et des délégués du Mexique, du Pérou et du Vénezuela.

Cette tournée s'inscrivant dans la suite de beaucoup d'autres contacts et du suivi d'un certain nombre d'expériences a donné lieu à un texte à part, qui peut servir à la publication intituté "Face aux défis actuels, quel développement demain pour l'Amérique latine".

Le rapport de tournée se présente comme suit :

I - PROGRAMMES ET INITIATIVES EXISTANTES QUI S'EFFORCENT D'AGIR
DANS LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES A COURT ET MOYEN TERME

Regroupement en 3 axes prioritaires à partir du terreau où ces initiatives et institutions s'alimentent :

- . Organisation du monde syndical urbain-industriel
- . Organisation syndicale rurale et initiatives de développement rural
- . Organisations économiques populaires et formes d'association au niveau du quartier.
- II QUELQUES REFLEXIONS AUTOUR DE L'ANIMATION OU EDUCATION POPULAIRE
- III QUELQUES PROPOSITIONS POUR AVANCER ET MIEUX VALORISER CE QUI SE FAIT DEJA
- IV ANNEXES

I - PROGRAMMES ET INITIATIVES EXISTANTES QUI S'EFFORCENT D'AGIR DANS LA RECHERCHE D'ALTERNATIVES A COURT ET MOYEN TERME

Ces initiatives émanent de différents milieux polotico-syndicaux, d'églises et d'institutions sociales non gouvernementales et prennent naissance à partir de l'expérience accumulée antérieurement. Mais elles sont aussi poussées par la nécessité de créer des espaces de résistance qui ne soient pas seulement défensifs mais se situent par rapport à l'avenir.

Une constatation s'impose, c'est l'importance du rôle joué par l'Eglise socialement engagée d'Amérique latine dans le soutien et souvent même l'inspiration de ces initiatives. Au moment où tous les autres espaces politiques et syndicaux se ferment, écrasés par la répression, c'est dans l'espace couvert par les églises que naissent et se développent de multiples programmes d'action aussi bien socio-économiques que de défense des droits de l'homme et dans les domaines les plus variés. L'on peut en citer quelques uns : coopératives, ateliers communautaires, programmes de formation professionnelle, communautés de base, commissions nationales (C.P.T., Commission pastorale de la terre, ou C.P.O., Commission pastorale ouvrière, au Brésil) ou instituts spécifiques créés tels le Vicariat à la Solidarité et le Vicariat à la Pastorale ouvrière au Chili et, dans le domaine académique, l'Académie d'humanisme chrétien au Chili ou le rôle joué par la P.U.C. de Sao Paulo avec ses nombreuses initiatives d'extension universitaire.

C'est une expérience complexe et intéressante à étudier car, de fait, ce qui se passe c'est que ces secteurs d'église attentifs à la réalité quotidienne vécue par les hommes et les femmes les plus exclus de la société et les plus réprimés, se retrouvent dans le grand courant de résistance civile qui s'oppose à la dictature et se bat pour le respect des droits de l'homme. Il y a complicité objective entre cette église et la société civile qui s'organise pour résister à la répression et lutter pour reconquérir la démocratie et changer les structures d'injustice. De fait la lutte pour dominer ou libérer s'articule idéologiquement en grande partie autour de l'Eglise : "gardienne des valeurs occidentales" pour les uns, "signe de libération de l'oppression" pour les autres.

Autour de ces actions et projets, appuyés localement par les secteurs d'églises plus conscients, s'est nouée aussi peu à peu une solidarité financière, sociale et morale de larges secteurs de l'opinion des pays dits développés chrétiens et non chrétiens. Elle a tranché avec la tradition encore dominante dans beaucoup de secteurs, de l'aide caritative ou économique de type paternaliste pour appuyer des programmes visant à s'attaquer aux causes des problèmes et à la participation sociale. C'est dans ce sens d'ailleurs que plusieurs grandes organisations lient l'appui à des actions ou projets concrets dans un sens assez grand du respect de leur autonomie, à une éducation et information de leur propre opinion publique. Dans cette relation de solidarité qui risque toujours, qu'on le veuille ou non, de créer trop de dépendance de la part des partenaires qui s'habituent à vivre de l'aide financière extérieure, il existe un danger dont il faut être conscient. L'aide peut d'une part soutenir trop d'infrastructures permanentes au détriment du dynamisme de programmes plus fexibles ; elle peut aussi freiner la capacité créative de trouver des ressources dans le pays même ou d'inventer des structures d'action plus souples. Ce problème est extrêmement délicat et il suppose de part et d'autre de la relation financière une très grande capacité de dialogue et d'analyse des conditions objectives de travail et de la qualité des actions menées dans le sens d'une plus grande prise en charge locale.

En se resituant devant la nature des défis énoncés ci-dessus, il est possible de regrouper quelques-unes de ces expériences autour de trois axes prioritaires incluant à la fois recherche, formation, information et réflexion :

- . Tout ce qui concerne les organisations syndicales du monde urbain, industriel et de services, dans leur effort de développement et de démocratisation à la base.
- . Tout ce qui concerne les organisations syndicales rurales et les initiatives de développement rural dans une perspective de recherche alternative des systèmes de production et de gestion.
- . Tout ce qui concerne ce que l'on peut appeler les organisations

économiques populaires et d'une façon générale toutes les initiatives qui tendent à répondre aux problèmes du sous-emploi dans une perspective de participation, d'organisation et de prise en charge par les intéressés eux-mêmes.

Nous n'en citerons ici que quelques-unes à titre indicatif.

En ce qui concerne le domaine syndical et populaire il faut signaler le travail particulièrement intéressant que réalise au Chili l'équipe du Programme d'Economie du Travail (P.E.T.) de l'Académie d'humanisme chrétien. Au niveau du conseil consultatif qui discute les orientations du travail de formation et de recherche participent 8 dirigeants syndicaux représentant toutes les tendances. Un travail permanent de recherche permet à l'équipe de suivre l'évolution de la conjoncture économique et d'être reconnue comme informateurs sérieux par les journalistes qui suivent les questions économiques. Ces données statistiques et d'analyse sont transcrites à l'intention des organisations populaires dans des bulletins de grande diffusion et lecture facile. D'autres études sont effectuées pour analyser et évaluer des entreprises coopératives et toute l'évolution du secteur des organisations économiques populaires. L'équipe syndicale répond à des demandes spécifiques en provenance des organisations syndicales aussi bien en ce qui concerne l'organisation de journées d'étude sur des thèmes d'intérêt conjoncturel ou permanent que pour mener des études sur des secteurs de reproduction industrielle, sur les conditions de travail, etc. Deux cycles de formation de premier et deuxième degré permettent de former des dirigeants syndicaux de base proposés par leurs organisations et des leaders du-secteur d'économie populaire. Ce cycle de formation comprend initiation à l'économie générale, analyse de l'économie des entreprises, les problèmes de la santé et conditions de travail, l'introduction aux statistiques et à la comptabilité, etc.

Au Brésil un considérable effort de formation syndicale a été entrepris depuis plusieurs années par l'équipe du Centre d'Action Communautaire (CEDAC) fondé d'ailleurs majoritairement par des militants ouvriers. En collaboration avec le CAPPS et d'autres centres régionaux de ce type ont été réalisés de nombreux séminaires nationaux et régionaux dont deux ou trois furent ouverts à la participation de syndicalistes européens afin de prendre en considération la dimension internationale des problèmes du monde ouvrier. Le CEDAC a également une équipe active dans le domaine de la formation de dirigeants et animateurs des organisations populaires.

Au Pérou, l'association Travail et Culture (A.T.C.) regroupe des chercheurs et des formateurs en un collectif qui aide les organisations syndicales à développer "l'auto-éducation ouvrière". Ainsi l' A.T.C. contribue à aider les fédérations de certains secteurs prioritaires (mines, métallurgie, énergie) à organiser et fortifier les secrétariats d'éducation et culture qui permettent d'organiser dans différentes régions des cycles de formation de la base au sommet et de mettre sur pied des commissions de travail sur des thèmes suggérés par les travailleurs ou imposés par la conjoncture. L'ATC travaille en lien avec le Centro de Assesoria Laboral (CEDAL) et une organisation de juristes spécialisés en droit du travail (ADEC). Certaines publications sont assumées conjointement par les trois associations.

En ce qui concerne le secteur des organisations populaires l'on peut citer encore deux initiatives intéressantes :

Au Brésil, à Sao Paulo, suite à une manifestation des chômeurs en septembre 1983, l'organisation d'un comité ad hoc réunissant des personnalités de différents secteurs religieux et laïcs, obtenant au départ une contribution privée suffisante pour amorcer un fonds de roulement permettant de venir en aide aux chômeurs et leurs familles. Le principe de base étant que les chômeurs eux-mêmes s'organisent en comités locaux capables de se porter garants des sommes distribuées et de leurs bénéficiaires et d'aider à trouver ou même créer des emplois locaux. Cette initiative a bénéficié ensuite d'autres contributions. En un petit peu plus de six mois de fonctionnement ce sont plus de 60 comités locaux qui se sont constitués en un système auto-gestionnaire et chaque mois le nombre s'accroît. Certains ont pu créer déjà de petits projets source d'emplois, d'autres ont trouvé, grâce à ce réseau de solidarité, des emplois dans la région.

Au Pérou, l'expérience acquise par l'INPET (Instituto Peruano de Empresas de Propriedad Exclusiva de los Trabajadores) dans la formation à la gestion des entreprises administrées par les travailleurs qui héritèrent de la propriété d'un certain nombre d'entreprises suite aux réformes qui sous le gouvernement Velazco Alvarado instituait "les communautés industrielles". C'est depuis trois ans que l'appui à ce secteur et toute une recherche participative avec les travailleurs a permis de mettre au point un intéressant système de formation à la gestion et à l'administration auprès d'une cinquantaine d'entreprises employant de 100 et jusqu'à 600 travailleurs.

Actuellement, avec les femmes du secteur d'économie cachée de Lima, un projet est en élaboration, pour aider celles qui s'y disposent à s'organiser en petites entreprises communautaires en leur donnant une formation de base pour cela.

Il faut aussi signaler dans la banlieue de Lima, dans le Pueblo Joven de Villa el Salvador, le remarquable travail entrepris par une équipe populaire du coin : le Centre de communication populaire (C.C.P.V.S.) qui fait partie du réseau signalé dans l'annexe 4. Cette "invasion" en voie d'urbanisation installée en plein désert compte 300.000 habitants. Information, formation et organisation sur la base de pratiques très démocratiques ont permis une réelle prise en charge par cette population très pauvre de la plus grande partie de leurs problèmes quotidiens. Elle a depuis quelques mois le statut de municipalité. Le maire élu étant le fondateur de ce centre. Cette municipalité très pauvre fonctionne en système pratiquement auto-gestionnaire.

En ce qui concerne le secteur rural, l'on peut signaler :

Au Brésil, le secteur recherche-formation de la FIDENE/UNIJUI dans le Rio Grande do Sul qui travaille particulièrement avec les syndicats ruraux de la région sur les problèmes de l'administration rurale. Des programmes de formation d'agriculteurs, petits et moyens exploitants, réunis en groupes, permettent de les aider à acquérir leurs propres outils de comptabilité et gestion et d'avoir un regard critique sur le modèle de développement rural existant. En ce qui concerne la recherche.

des programmes sont en cours pour étudier la crise du soja et le marché international des oléagineux.

Au Sud-Ouest du Parana, ASSESOAR (Association d'études d'orientation et d'assistance rurale) fait depuis des années, avec de petits agriculteurs organisés, un très intéressant travail de formation de moniteurs sur le tas parmi les jeunes agriculteurs et, simultanément, de recherche de diversification des cultures avec réduction des coûts de production.

Au niveau national, la FASE (Fereração de Orgaos para Asistencia social y Educacional) a lancé un programme de recherche pour identifier et évaluer un certain nombre de systèmes de production alternatifs en milieu rural.

Au Chili, il existe un ensemble de groupes assez complémentaires entre eux tels que le G.E.A (Grupo de Estudios Agro-regionales), G.I.A. (Grupo de Investigaciones Agrarias), tous deux sous le patronage de l'Académie d'humanisme chrétien, AGRARIA, desarrollo campesino y alimentario, AGRA et PROCAP-CIDE.

Le GEA mène des recherches sur une base régionale et, à partir de travaux sur le terrain et d'échanges avec d'autres groupes de recherche, a mis au point une méthode d'analyse régionale. PROCAP-CIDE est un programme du Centre de recherches et développement en éducation (CIDE) qui s'est centré sur la formation économique d'animateurs paysans, méthode basée en grande partie sur des jeux. AGRA est un service d'appui à la Commission nationale paysanne (CNC) en matière de formation, assistance technique et information.

Pratiquement tous ces groupes sont interdisciplinaires. Des professionnels de ces différents groupes ont formé ensemble une petite équipe qui, au Chili, accompagne sous différents aspects le programme de formation à la dimension internationale du développement rural coordonné par le CEDAL (voir annexe 2).

Cependant l'expérience qui semble particulièrement intéressante à suivre

de deux ans maintenant regroupe les six organisations syndicales rurales de différentes tendances qui existent au Chili depuis les années soixante. Malgré les différences idéologiques ces organisations sont arrivées à mettre au point un programme d'action commune qui inclut en particulier la formation syndicale et suppose de la part des délégués de chaque organisme, qui travaillent en commun à l'élaboration des programmes, une bonne pratique démocratique. Ainsi les six représentants syndicaux travaillent avec la petite équipe de professionnels pour préparer et se mettre d'accord sur le contenu de chaque programme et toutes les phases de préparation, exécution et suivi. Tous les stages organisés au niveau de la base dans les régions et au niveau des fédérations sont eux-mêmes unitaires.

Au Pérou, le Centre d'études et promotion du développement (DESCO) réalise depuis de nombreuses années des recherches et études pour connaître plus précisément la réalité nationale et son évolution. Ce travail est lié à un effort de formation et accompagnement technique aussi bien en milieu rural qu'urbain. En milieu rural recherche et formation sont centrées actuellement sur la mise au point de systèmes d'auto-suffisance alimentaire liés aux graves problèmes de la faim que connaît le Pérou dans certaines régions.

En Argentine, le Centre d'études et promotion agraire (CEPA) a été créé il y a peu d'années avec un minimum de moyens par un groupe de techniciens qui ont une bonne expérience de travail avec des organisations paysannes. Les recherches menées le sont dans l'idée d'en communiquer les données aux organisations paysannes. Une autre préoccupation est celle de faire un travail d'information réciproque des milieux urbains et ruraux sur les questions de l'alimentation, de la production et des échanges.

Ce ne sont là que quelques exemples qu'il faudrait compléter et approfondir dans le cadre même de cet échange-réflexion. Il convient cependant pour terminer de signaler quelques autres types d'initiatives qui vont dans le sens de la socialisation de l'information et des contacts et de l'appui à la formation à toutes sortes de groupes qui agissent en milieu populaire ou en lien avec ce milieu. Voici deux initiatives au Brésil et au Pérou et qui sont en lien entre elles :

L'IBASE à Rio qui, en même temps que prestation de service en ce domaine de l'information, travaille un projet très intéressant d'utilisation et de formation à l'informatique au service des organisations populaires.

Au Pérou, le Centro de Estudios sobre Cultura Transnacional (IPAL) qui publie un astucieux outil de travail qui s'appelle "Materiaux pour la communication populaire" sous forme de fiches afin d'alimenter les réseaux de groupes et personnes au niveau latino-américain avec des données locales et dans le but de faciliter la connaissance mutuelle, l'échange et la coopération directe entre tous. Parmi ces fiches il y a celles qui font connaître entre eux les différents centres et instituts avec date de fondation, description succinte du type de travail et publications. (voir exemple dans annexe 3).

Enfin le réseau de Communication et pouvoir populaire (voir annexe 4) a comme instrument de diffusion au niveau continental et international le bulletin ALAI qui est un très bon instrument d'information accompagnant l'ensemble des situations socio-économiques et politiques des différents pays d'Amérique latine.

II - QUELQUES REFLEXIONS AUTOUR DE L'ANIMATION ET . DE L'EDUCATION POPULAIRE

On aura noté au long de ces pages* l'insistance mise à souligner le rôle de la confrontation d'expériences et de l'accompagnement critique des actions comme temps forts d'un processus de formation et de réflexion. L'auto-formation et la réflexion sont permanentes dans toute activité un tant soit peu créative; elles se basent sur la circulation de l'information, la rigueur dans le recueil des données à interpréter et l'acquisition de savoir-faire.

Parler d'animation c'est parler du caractère dynamique d'une démarche éducative ample qui s'attache à découvrir tous les moyens de transformer des actions ou des luttes en occasion de formation et d'effort réflexif.

L'animation est à la fois une stratégie et un ensemble d'outils et de techniques que souvent l'on retrouve en Amérique latine sous le terme d'éducation populaire. Elle est un processus de conscientisation basée sur la pratique sociale et visant à provoquer la communication entre les acteurs sociaux par la valorisation et la critique de leurs actions.

Elle est stratégique parce qu'elle vise un changement de comportements et de rapports dans le but de transformer la société et d'aider en particulier les couches populaires à assumer cette tâche. Elle est un ensemble d'outils et de techniques pédagogiques adaptés à différents moments du travail collectif et s'appliquant à développer les moyens d'expression, l'observation, le sens critique, la rigueur de jugement et d'analyse des situations, l'appréciation des rapports de force, etc.

Toute recherche et tout effort de développement et de transformation s'appuient, pour réaliser leur objectif, sur des méthodes de travail et des techniques qui sont elles-mêmes constamment révisées. L'animation a justement pour rôle de développer et évaluer ces méthodes et ces techniques pour qu'elles favorisent la participation de tous et brisent les tendances au cloisonnement professionnel et à la concentration du savoir et du pouvoir. En cette matière il y a quelques principes de base, la pratique et l'esprit d'observation ; il n'y a pas de recettes. Méthodes et techniques doivent s'adapter selon les différents milieux sociaux,

^{*} et notamment de l'article "Face aux défis..."

le type d'activité et la culture. Il faut savoir être inventif et innover. Il faut constamment provoquer l'expression de tous ce qui est une des tâches les plus difficiles. Quiconque a participé à des rencontres entre techniciens et paysans, par exemple, en a fait l'expérience.

Animer et démocratiser les rapports sociaux, cela veut dire beaucoup plus d'investissement d'actions à la base, à condition qu'elles soient réfléchies et analysées dans un processus permanent de formation et d'auto-formation. C'est ce qui permettra d'accumuler des forces d'expression, de démonstration et d'intervention et de s'assurer des conditions de démultiplication de ces actions dans la mesure de leur viabilité. Cela veut dire aussi un gros effort pour faire circuler l'information de façon à la rendre le plus largement possible accessible et permettre de bien préparer les moments d'échanges d'expériences et de confrontation. Dans cette perspective il faut toujours penser aux différents types d'information nécessaires et à leur présentation. Données concrètes et visuelles : tableaux, photos, cartes géographiques, histoires de vie, etc. sont autant d'occasions d'apprendre à exposer à d'autres ce qui fait le contexte dans lequel se déroulent les actions présentées et qui facilitent par la-même la communication. Il faut veiller aussi sans cesse à expliciter le contenu des sigles employés et du vocabulaire utilisé. Tous ces détails ont une très grande importance pour rendre les sessions ou rencontres efficaces et d'autant plus indispensables lorsqu'il s'agit de rencontres internationales.

Or, dans le monde actuel, la confrontation internationale est un outil de formation très important, permettant non seulement de prendre du recul par rapport à sa propre réalité pour mieux la ré-appréhender, mais aussi d'en découvrir d'autres et d'élargir sa vision des problèmes. Il n'y a plus de lieux d'action, aussi isolés soient-ils, qui ne soient en même temps d'une façon ou d'une autre conditionnés par les rapports internationaux. Il est donc indispensable d'avoir une connaissance suffisante de ces rapports et aussi de chercher à partir de quels terrains peuvent s'exercer des solidarités concrètes au-delà des messages d'encouragement et des dénonciations qui sont nécessaires mais insuffisantessi l'on veut arriver à mettre au point des alternatives viables à tous les niveaux de réalisations.

L'accent doit être mis sur les deux bouts de la chaîne, c'est-à-dire sur les actions à la base enracinées dans le quotidien et aux niveaux intermédiaires, nationaux et internationaux, où des décisions se prennent et des médiations s'établissent. C'est une exigence qui conditionne la possibilité d'avancer dans une perspective de changement global sans lequel tous les efforts sont tôt ou tard voués à l'échec. Mais c'est sans doute un des aspects les plus difficiles à tenir car la tentation est grande de s'enfermer dans l'un ou l'autre niveau sans chercher les articulations possibles.

Un autre point d'attention, c'est l'importance de la formation des formateurs. C'est une tâche prioritaire pour éviter les goulots d'étranglement et les blocages. En effet le pouvoir peut se concentrer de façon subtile entre les mains des militants dont les qualités dirigeantes sont indiscutables et sans qu'il y ait de leur part volonté déterminée, mais par le simple fait de ne pas savoir prendre les risques de partager le pouvoir ni les moyens suffisants pour former des formateurs. Il y a un autre aspect qui renforce cette tendance, c'est celui de la personnalisation du pouvoir qui sous la poussée même des valeurs de la société transforme ces militants en vedettes qui, par leur présence, valorisent les groupes qui les invitent. Ce n'est évidemment pas un problème propre à l'Amérique latine mais le fait que peu de dirigeants sociaux, de la base au sommet, concentrent tant d'actions entre leurs mains constitue un frein objectif à la formation de nouveaux leaders. Ces vedettes finissent par tomber dans l'activisme sans savoir prendre le recul nécessaire pour la réflexion.

Ces questions, nous en avons beaucoup parlé avec des camarades de différents niveaux de responsabilité. Beaucoup d'équipes en sont conscientes, mais les moyens pour régler le problème ne sont pas non plus toujours très adaptés aux besoins, ni renouvelés à partir d'une évaluation approfondie des multiples efforts de formation qui existent.

Il faut évidemment se garder d'absolutiser l'animation et la formation. La vie, l'expérience, en elles-mêmes, sont formation et, comme pour le dialogue et toutes les formes de communication entre les hommes, ce n'est jamais un déroulement linéaire ininterrompu et pacifique.

L'affrontement est nécessaire, les crises aussi : ils sont souvent l'occasion d'une prise de conscience plus nette de ce qui est en cause. En ce domaine il y a des rythmes variés et des exigences de pauses. Les effets d'accumulation et de maturation prennent du temps et souvent les effets sont différents de ceux qui étaient attendus. Il faut alors chercher à comprendre pourquoi.

Ainsi s'enrichit la démarche d'un processus d'animation-formation qui est apprentissage mutuel et création commune.

III - QUELQUES PROPOSITIONS POUR AVANCER ET MIEUX VALORISER CE QUI SE FAIT DEJA

Le présent documement se veut par lui-même un instrument de travail pour stimuler la réflexion et l'échange autour des thèmes qui se sont révélés être déjà au coeur des préoccupations de la plupart des équipes contactées.

Il est donc demandé à chacune des équipes destinataires de réagir à ce rapport de façon à :

- . y apporter des compléments d'information et de réflexion à partir d'exemples concrets connus et vécus par eux ;
- . le critiquer en enrichissant la réflexion par d'autres apports sur l'un ou l'autre thème.

La liste des organismes constactés figurant en annexe 3 représente aussi un outil de socialisation de l'information. Chacun pourra la compléter et/ou la corriger.

Toute équipe qui s'est déclarée intéressée à participer au présent réseau d'échange-réflexion devrait prendre des initiatives de par elle-même afin de coopérer à l'animation d'ensemble de ce processus de réflexion en fonction de son domaine prioritaire d'intérêt et de pratique.

C'est ainsi que le PET du Chili a déjà fait une proposition qui est en train d'être discutée pour sa mise en oeuvre. Il s'agit d'organiser une rencontre entre professionnels et représentants d'organisations populaires sur le thème général suivant : "Rôle du mouvement ouvrier et populaire pour la démocratisation et le développement en Amérique latine - recherche d'alternatives".

Des initiatives peuvent être prises également pour populariser ce type de contribution en assurant sa publication partielle ou globale dans des

bulletins ou revues locaux à condition de présenter ce travail comme apport à un processus de réflexion et non comme un travail achevé. Il est évidemment demandé alors de faire connaître l'initiative prise aux intéressés en l'occurrence au CFDAL ou tout autre groupe ayant envoyé un texte en envoyant un exemplaire de la publication.

Enfin les initiatives signalées ci-dessus (IBASE (Brésil), Centre de cultura transnacional (Pérou) et Communication et pouvoir populaire avec ALAI) représentent des outils de travail existants qui devraient être valorisés davantage dans le but de socialiser l'information et la réflexion sur des thèmes liés à l'expérience de chacun. Nous avons déjà constaté ensemble qu'entre leurs objectifs et les nôtres il y a de grandes convergences.

Enfin le texte intitulé "Face aux défis actuels, quel développement demain pour l'Amérique latine ?" est destiné à la publication afin d'élargir la possibilité des débats et échanges auxquels il peut donner lieu.

Il représente un effort de synthèse des problèmes auxquels se trouvent confrontées les sociétés latino-américaines aujourd'hui et, compte tenu de ce contexte et d'un certain nombre d'initiatives émergentes, une tentative de mise eu perspective de celles-ci dans la recherche d'alternatives.

L'on pourra en tirer quelques axes de préoccupations pour des programmes formation-animation et de recherche participative :

1

- L'effort de démocratisation dans les pratiques sociales par une dynamique d'animation des rapports sociaux lesquels ont toujours tendance à se figer ou se bloquer dans des cadres institutionnels trop rigides.
- La recherche de moyens et méthodes pour relancer la créativité sociale et culturelle autour de l'idée de participation de la société civile à la gestion publique.
- . Les tâches de capacitacion technique et gestionnaire dans une perspective d'organisation collective et participative cherchant à élaborer dans la

pratique une nouvelle rationalité dans la démarche.

- La recherche des articulations possibles de ces actions plus proches du terrain avec les autres niveaux de la société dans le souci de confronter intérêts locaux, régionaux et nationaux de l'ensemble de la population.
- . La confrontation entre expériences au niveau international selon des thèmes d'intérêt communs à certaines catégories sociales afin de construire de nouvelles bases concrètes pour la solidarité.

H.C. Février 1985

IV - ANNEXES

- Présentation des grandes lignes du projet "Animer et impulser une réflexion autour de la pratique des organisations populaires".
 Ce projet a donné lieu à deux textes antérieurs en 1983 et 1984.
- 2. Programme rural
 - a) Brève description du programme rural
 - b) Liste des thèmes prioritaires de travail définis pendant la rencontre de travail 1983
- 3. Liste des organismes contactés par pays
- 4. Présentation du réseau "Communicacion et pouvoir populaire"

 dans le n° spécial d'ALAI (août 1983).

Animer et impulser une réflexion autour de la pratique des organisations populaires

Une intiative de confrontation internationale d'expérience d'accompagnement de mouvements populaires est impulsée par le CEDAL en lien avec quelques équipes partenaires en Amérique latine et Europe du Sud.

Cette initiative part d'un triple souci :

- 1. Mieux valoriser les actions significatives entreprises à la base, qu'elles soient en milieu urbain ou rural : unités de production ou de service de type communautaire, associations de quartier ou de voisinage, initiatives syndicales, etc.
- 2. Mener une réflexion continue et systématisée en accompagnement des enseignements de ces pratiques autour des thèmes suivants qui se sont imposés d'eux-mêmes à nombre de militants :
 - . démocratisation de la vie sociale : rapports de pouvoir et rapports entre l'institutionnel et le vécu dans la pratique du fonctionnement des organisations populaires.
 - . autonomie des organisations populaires et syndicales par rapport à l'État et aux partis politiques dans la dynamique du mouvement social.
 - . viabilité économique et sociale d'unités de production et de services de type alternatif et à forte participation, c'est-à-dire de tendance auto-gestionnaire.
 - . types de formation correspondant à ces préoccupations.
 - et, pour tous ces axes d'observation du vécu et de réflexion, le souci de la dimension internationale comme une partie du réel et moyen d'éviter de se laisser enfermer dans le particulier.

3. Donner à cette réflexion, dans cette préoccupation internationale, la possibilité de confronter des expériences menées dans des contextes et des cultures différentes.

Qu'en même temps soit menée une politique d'information qui permette de mieux faire connaÎtre les enseignements les plus intéressants de ces expériences.

> CEDAL Février 1984

ANNEXE 2

Programme rural

a) Brève description du programme rural

Le programme rural est bien sûr présent depuis le début de l'initiative de confrontation internationale d'expériences d'animation-formation qui motivèrent la création du CEDAL (1975). Cependant, l'origine d'un programme spécifique remonte aux années 1976-1977, quand un groupe d'animateurs ruraux (brésiliens, mexicains, chiliens et français) décida de confronter ses diverses expériences d'accompagnement-éducation en milieu rural.

Ce fut en 1979, lors de l'évaluation finale de la rencontre de travail de cette année là, que l'ensemble des participants latino-américains (travailleurs des secteurs textile, métallurgique, bancaire et agricole) proposèrent au CEDAL de l'aider à développer un travail plus systématique sur l'évolution du milieu rural. Il s'agissait de pouvoir connaître et comprendre les profondes mutations qui caractérisent toutes les sociétés et de situer ces transformations dans le cadre plus global de l'international.

Ce fut là le début d'un travail commun CEDAL et Organisations paysannes d'Amérique latine, qui prit le nom de "Programme de formation à la dimension internationale des problèmes de développement rural".

Ce programme se situe dans un ensemble de projets et programmes d'étude en collaboration avec d'autres collectifs et groupes de recherche sous le titre : "Caractérisation de l'évolution des conditions de vie et de travail de la population rurale d'Amérique latine".

Sommaire de la plaquette de présentation (envoi sur demande)

- . Quelques réflexions sur le développement rural en Amérique latine :
 - un constat d'échec
 - l'urgence d'alternatives
 - la recherche d'alternatives c'est aussi une question de moyens
 - la dimension internationale des problèmes du développement rural

- . Recherche et fondement d'une méthode :
 - de l'échange à la confrontation :
 - . but fondamental : rompre l'isolement
 - . question fondamentale : une stratégie rurale de développement
 - . défi fondamental : l'international : un terrain à conquérir
 - de la confrontation à la proposition de programmes d'intérêt réciproque :
 - . principaux aspects de la méthode
 - . objectifs du programme de formation
 - . déroulement des rencontres.
- b) Liste des thèmes prioritaires de travail suite au stage paysan 1983 sous la responsabilité conjointe de la "Coordinadora de Organizaciones Campesinas de America Latina y del Caribe", du CEDAL et de chaque organisation concernée
 - 1. Formation à la comptabilité et la gestion des exploitations ainsi qu'à la connaissance de l'environnement économique.
 - Objectif : donner à de petits paysans la possibilité de gérer leur propre exploitation en connaissant bien l'environnement dans lequel ils opèrent et en favorisant l'agriculture de groupe.

Valoriser par cette action l'apport économique des petits agriculteurs

- (NB. 1er séminaire réalisé au Brésil en août 1984).
- 2. Formation à la connaissance des réalités par une méthode concrète d'observation d'un milieu rural donné.
 - Objectif : donner à des responsables d'organisations paysannes la possibilité de proposer des politiques de développement rural à partir des réels besoins et possibilités locales.
- 3. Formation d'animateurs paysans à la communication sociale.
 - Objectif: initier des responsables paysans particulièrement aux techniques audio-visuelles étant donné l'importance de la communication orale et visuelle dans ce milieu.

- 4. Mise au point de projets vivriers aptes à répondre aux besoins alimentaires de base au niveau local ou régional.
 - Objectif : préparer des cadres paysans à participer dans des programmes nationaux et régionaux définissant des stratégies nationales d'auto-suffisance alimentaire.
- 5. Recherche sur l'évolution du salariat dans l'agriculture dans certains pays d'Europe et d'Amérique latine
 - Objectif : connaissance des grandes tendances qui se dégagent afin d'aider à définir des politiques syndicales aptes à défendre les véritables intérêts des différentes catégories de salariés temporaires ou permanents.
- (NB. Rencontre entre chercheurs et syndicalistes réalisée en juin 1984).
- 6. Recherche sur la politique des grandes multinationales de l'agroindustrie.
 - Objectif : créer des possibilités de solidarité concrète entre salariés des pays siège et ceux des filiales en Amérique latine.
- 7. Echange de militants entre organisations paysannes d'Europe et d'Amérique latine.
 - Objectif: permettre sur le terrain une meilleure connaissance mutuelle des problèmes quotidiens affrontés dans différents contextes, profiter réciproquement de l'expérience acquise, avançant ainsi dans une formation sur le tas liée à des productions spécifiques et trouver par là-même des terrains privilégiés de solidarité.
- 8. Programme spécial d'échanges sur le problème de la jeunesse rurale.

 Objectif: progresser sur le sujet "initiatives menées par les jeunes sur le terrain pour vivre et travailler au pays".
- NB. Les points 2, 3, 4, 7 et 8 sont repris dans les activités prévues courant 1985.

ANNEXE 3

Liste des organismes contactés par pays

Cette liste est établie par pays en ordre alphabétique sans plus de détails. Il nous semble en effet que ceux qui veulent en savoir plus pourront prendre contact directement avec ceux des organismes qui les intéressent.

Cependant nous avons pensé intéressant de reproduire, lorsqu'elles existaient, des <u>fiches de présentation</u> tel que les établit <u>I.P.A.L</u>

<u>Centro de Estudios Sobre Cultura Transnacinal</u> lors de la publication de "matériaux pour la communication populaire". Cela permet à tous ceux que cela intéresse d'établir le contact avec IPAL à Lima afin de paraître dans ce fichier avec leur propre auto-définition.

1. Argentine

Les contacts ont été limités dans ce pays car nous n'y sommes passés que peu de jours au moment des vacances de Pâques.

En dehors des contacts individuels nous avons pu discuter avec les responsables des deux organismes suivants :

- . Centro de Estudios y Promocion Agraria (CEPA)

 Ayacucho 656

 1026 Buenos Aires Capital Federal
- . <u>SERPAJ</u> (Servicio Paz y Justicia)

 Mexico 479

 1097 Buenos Aires Capital Federal

2. Brésil

La liste est plus complète car elle reprend des contacts que nous avons eus dès 1983 et encore dernièrement autour de ce programme d'échanges.

. A.D.I.T.E.P.P. (Associação Difusora de treinamientos et Projectos Pedagogicos)

Av. Visconde de Guazapuava nº 2674

80.000 Curitiba Parana

. A.S.E.S.O.A.R. (Associação de Estudos, Orientação et Assistencia Rural)
C.P. 124

Avenida General Osorio, 500

85.600 Francisco Beltrao Parana

. <u>C.A.P.P.S.</u> (Centro de Assesoria, Pesquisas e Publiçoes Sindicais)

Rua Sao Domingos 51 - Bela Vista

01324 Sao Paulo S.P.

. C.E.D.A.C. (Centro de Açao Comunitaria)

Avenida Rio Branco nº 277

Sala 1007

10040 Rio de Janeiro R.J.

. C.E.D.E.C.

Rua Adolfo Tabacow 201

01453 Sao Paulo S.P.

. C.E.D.I. (Centro Ecumenico de Documentação e Informação)

Rua Cosme Velho 98 Fundos

22241 Rio de Janeiro R.J.

. Centro Irma Araujo

Rua Paula Gomes 703

80.000 Curitiba Pa.

. Centro Pastoral Vergueiro

Rua Vergueiro nº 7290

Brasilio Machado

04272 Sao Paulo S.P.

. C.E.C.A.

Rua S. Pedro 642

Cx.P. 324

93.000 Sao Leopoldo R.G.

- . F.A.S.E. (Federação de Orgaos para Asistencia Social e Educacional) Rua das Palmeiras nº 90 22270 Rio de Janeiro R.J.
- . F.I.D.E.N.E./UN IJUI Rua Sao Francisco 501 Cx.Postal 560 98700 Ijui R.S.

INSTITUTO DE ANALISES SOCIAIS E ECONOMICAS (IBASE)

DIRECTOR

: Herbet de Souza

FECHA DE FUNDACION: Febrero de 1981

AMBITO DE TRABAJO : Rio de Janeiro, Brasil

DIRECCION OFICINAS : R. Vicente de Souza, 29

Botafogo · Río de Janeiro · RJ

22251 - BRASIL

TELEFONO

: 2860348

PUBLICACIONES:

1 "Brasil Information" (pub. bimensual)

2 "Cronologia Integral"

3 "Dados de Base" (pub. bimensual)

AUTODEFINICION:

"IBASE busca la democratización de la información y presta asesoría a los movimientos populares".

.

. In-Formar-Cultura e Educação Popular

Rua da Consolação 222 Sala 701 01302 Sao Paulo S.P. (Maria Helena Pinto Moreira)

. N.O.V.A. (Pesquisa Assesoramento e Avaliação em Educação) Rua Barao de Flamengo nº 22/803 22222 Rio de Janeiro R.J.

. URPLAN

Montealegre nº 977

Perdizes

Sao Paulo S.P. (Luis Eduardo Wanderlé)

3. Chili

. A.G.R.A.

Dieciocho nº 390 Santiago - Chile.

. AGRARIA

Barros Borgono nº 14 Of. E. Santiago - Chile.

CENTRO DE INVESTIGACION Y DESARROLLO DE LA EDUCACION (CIDE)

DIRECTOR

: Patricio Cariola

FECHA DE FUNDACION: 1964

AMBITO DE TRABAJO : Chile

DIRECCION POSTAL

: Casilla 13608

Santiago 1, CHILE

DIRECCION OFICINAS : Erasmo Escala 1825

TELEFONOS

Santiago - CHILE

PUBLICACIONES:

: 87153 - 718051 - 86495

1. Cuadernos de Educación (10 al año).

2. Documentos de Trabajo.

AUTODEFINICION:

"CIDE tiene como finalidad, realizar estudios en relación co la educación y procurar que éstos sean difundidos y conocido con el objeto de que contribuyan al mejoramiento de la edi cación nacional y a la formulación de políticas adecuadas la misma. Históricamente, esta finalidad se ha ido definiend en torno a dos criterios básicos: la innovación y la justicia La labor del CIDE se concretiza en 3 líneas fundamentals que encauzan los diferentes proyectos: desarrollo, investiga ción y difusión".

- - - Contacto con PROCAP-CIDE que es un programa del CIDE

ECO, EDUCACION Y COMUNICACIONES

IRECTOR

Hugo Villeta

MBITO DE TRABAJO

Chile

IRECCION POSTAL

Casilla 525

Correo 21

Santiago - CHILE

IRECCION OFICINAS : E. Concha y Toro 51

Santiago - CHILE

ELEFONO

: 61847

JBLICACIONES:

Series: "Fe y Solidaridad" (10 al año). "Comunicación y Solidaridad" (5 al año).

Libros: "La Iglesia y los Trabajadores"; "La Iglesia de los Po-

bres en América Latina" (ECO-SEPADE).

AUTODEFINICION:

"ECO, es un centro de profesionales que presta servic desarrollo de la cultura popular en el país. Promueve la e ción, la comunicación y la reflexión teológica en sectori pulares urbanos, en una perspectiva de liberación.

Sus principales actividades son: acompañamiento a exp cias de base y comunidades cristianas; talleres de form sistematización de experiencias de educación popular; caciones; producción de diaporamas "

. <u>G.E.A.</u> (Grupo de Estudios Agro-Economicos)

Catedral 1068 - 6° piso Of. 65

Santiago - Chile.

. <u>G.I.A.</u> (Grupo de Investigaciones Agrarias)

Academia de Humanismo Cristiano

Ricardo Matte Perez 0342

Casilla 6122 Correo 22

Santiago - Chile.

. <u>I.L.E.T.</u> (Instituto Latinoamericano de Estudios Transnacionales)

Casilla 16637

Correo 9

Santiago - Chile.

. <u>P.E.T.</u> (Academia de Humanismo Cristiano Catedral 1063 - 6º piso Santiago - Chile.

4. Pérou

ASOCIACION, TRABAJO Y CULTURA (ATC)

DIRECTOR: Denis Sulmont

FECHA DE FUNDACION: Setiembre de 1979

AMBITO DE TRABAJO : Perú

DIRECCION POSTAL : Apartado 4073

LIMA 100 - PERU

DIRECCION OFICINAS : Jr. Carabaya 420 - 2do. piso LIMA

TELEFONO: 27-6323 PUBLICACIONES:

1 "Manual de Bibliotecas Sindicales" (1979/80)

- ? "Manual de Prensa" (1981). En colaboración con TAREA.
- 3 "19 de Julio" (1982)
- 4 Fichas de autoformación (desde 1981). Son separatas usadas como material de apoyo para los cursillos.

AUTODEFINICION:

- "ATC, se dedica a la promoción de autoformación obrera, a partir de las preocupaciones de los trabajadores: sindicales, políticas, técnicas-educativas-culturales. Se organiza en 4 áreas interrelacionadas:
- Biblioteca y centro de documentación
- Capacitación (organización de cursos o actividades)
- Extensión cultural (elaboración de paneles y afiches)
- Comunicación y prensa (asesoría a bases sindicates, servicio de documentación y elaboración de programas de radio, para instituciones productoras)."

CENTRO DE COMUNICACION POPULAR VILLA EL SALVADOR (CCPVES)

DIRECTOR

: Alfonso Cotera

FECHA DE FUNDACION

: Octubre de 1974

AMBITO DE TRABAJO

Pueblos Jóvenes del Cono Sur de

Lima, Perú

DIRECCION POSTAL

CCP

Correos de Villa El Salvador

LIMA 35 - PERU

DIRECCION OFICINAS

: Sector 2 Grupo 15 Av. César Vallejo

Villa El Salvador - LIMA

PUBLICACIONES:

1 Periodico "Critica" (pub. mensual)

.52.

CENTRO DE ESTUDIOS SOBRE CULTURA TRANSNACIONAL

DIRECTOR: Rafael Roncayliolo

FECHA DE FUNDACION: Enero de 1983 AMBITO DE TRABAJO : America Latina DIRECCION POSTAL

: Apartado 270031 LIMA 27 - PERU

DIRECCION OFICINAS : Av. Petit Thouars 3125 - Of. 802

San Isidro - LIMA

PUBLICACIONES:

1 "Materiales para la Comunicación Popular" (servicio trimestral)

2 Documentos de Trabajo (pub. mensual)

CENTRO DE ESTUDIOS PARA EL DESARROLLO Y LA PARTICIPACION (CEDEP)

DIRECTOR: Francisco Guerra Garcia

FECHA DE FUNDACION: Diciembre de 1977

AMBITO DE TRABAJO : Perù

DIRECCION POSTAL

Apartado 11701

LIMA 11 - PERU

DIRECCION OFICINAS : Av. 6 de Agosto 425

Jesus Maria - LIMA

TELEFONOS: 32-0695 - 23-4423

PUBLICACIONES:

Hevista "Socialismo y Participacion" (pub trimestral) Ediciones CEDEP (12 titulos publicados sobre temas nacionales y de investigación social y economical

Suplemento Agrario" (aparece mensualmente en El Observador)

- 2. Cuadernos de Educación Popular (material para docentes)
- 3. Construyendo la Ideologia Popular
- 4. Serie sobre Salud Popular
- 5. Serie sobre Teatro (por salir)
- 6. Cancioneros. .

AUTODEFINICION:

"El CCPVES tiene como objetivos: realizar una comunicación de masas, desarrollar la cultura popular y construir una nueva sociedad. Trabaja en talleres permanentes de teatro, canto, publicaciones, audio-visuales, radio y cine; cuenta además con una biblioteca que atiende a la población escolar. Apoya también las labores de la Comunidad Urbana y Autogestionaria de Villa El Salvador (CUAVES) y del Municipio".

AUTODEFINICION:

"El Centro de Estudios sobre Cultura Transnacional, es una asociación que se dedica a la investigación de los contenidos culturales y al estudio y apoyo de los procesos de afirmación cultural nacional. y popular. Forma parte del Instituto para América Latina (IPAL) junto con el Centro de Economía Transnacional con sede en Buenos Aires y el Centro de Politica Transnacional con sedes en México y Santiago. Tiene dos áreas de trabajo:

- 1. Investigación: donde se analizan las interrelaciones entre la cultura transnacional y las culturas nacionales y populares, así como las políticas populares de comunicación, en particular en materia de nuevas tecnologías, radio-televisión y publicidad.
- 2. Promoción: incluye la realización de seminarios y la edición HE MATERIALES PARA LA COMUNICACION POPULAR

AUTODEFINICION:

"El CEDEP, promueve la participación y organización popular y el desarrollo económico, principalmente en el medio rural, trabajando con cooperativas agrarias, centrales de cooperativas y comunidades campesinas en la costa y sierra del Perú.

Realiza un constante trabajo en las áreas de:

- Promoción (proyectos de desarrollo en el medio rural)
- Investigación (económica y social)
- Servicios (asesoria técnica)"

. C.C.P. (Confederacion Campesina del Peru) Plaza 2 de Mayo, 40 Apartado 5110 Lima 100 - Peru.

. C.E.D.A.L. (Centro de Asesoria Laboral) Av. Guzman Blanco nº 465 Of. 503 Lima - Peru.

CENTRO DE ESTUDIOS Y PUBLICACIONES (CEP)

DIRECTORA: Carmen Lora de Ames

FECHA DE FUNDACION: Marzo de 1970 AMBITO DE TRABAJO :

América Latina Apartado 6118 LIMA 100 - PERU

DIRECCION OFICINAS

Jr. Lampa 808 - Of. 601

LIMA

TELEFONO: 28-1858 PUBLICACIONES:

DIRECCION POSTAL

Hisvista "Paginas" (8 numeros al año: 6 simples y 1 doble)

Informativo" (pub. quincenal)

Coluction "Signos" (documentos eclesiales que se recopilan cada 5 años)

Libros y tolletos sobre temas de la Iglesia.

AUTODEFINICION:

"El CEP, nace a iniciativa de un grupo de personas preocupadas por difundir experiencias y reflexiones cristianas en las comunidades del Perú y de América Latina. El momento de recuestionamiento eclesial, marcado por el Concilio Vaticano Il y la Conferencia Episcopal de Medellin, plantesba a las comunidades cristianas y a los militantes nuevas exigencias. Desde sus inicios, el CEP quiso recoger las vivencias de un pueblo enfrentado a situaciones socio-políticas cada vez más duras y complejas, y de comunidades y grupos de cristianos que buscaban expresar su fe en esas situaciones".

DESCO. CENTRO DE ESTUDIOS Y PROMOCION DEL DESARROLLO

DIRECTOR: Federico Velarde

FECHA DE FUNDACION: Agosto de 1965

AMBITO DE TRABAJO : Perú

Av. Salaverry 1945 Lince-LIMA 14 DIRECCION OFICINAS :

PERU

TELEFONOS: 72-4712 - 71-0790

PUBLICACIONES:

LIBROS: Tienen 9 lineas:

1) Temas agrarios, Reforma Agraria

2) Empleo, Comunidad Laboral y Temas laborales

3) Problemas urbanos y de vivienda

4) Educación, ideología y comunicación social

5) Estudios políticos

6) Propiedad Social

7) Estudios económicos

- 8) Temas de política internacional
- 9) Textos y manuales de estudio.
- 2. REVISTA "QUEHACER" (pub. bimestral)

3. FOLLETOS (difusión popular)

4. "RESUMEN SEMANAL" (cronglogia de información políticaeconómica semanal, proporcionada por el banco de datos).

AUTODEFINICION:

"Lo que define el trabajo de DESCO, es el esfuerzo por conocer cientificamente la realidad nacional y su compromiso concreto con el pueblo que lucha por transformarla. Para el conocimiento de la realidad se investigan los aspectos económicos, sociales, culturales y políticos que la condiciona. Para apoyar la acción social que la transforme, se divulgan los conocimientos adquiridos, se publican las conclusiones de los estudios, se diseñan y ejecutan programas de promoción y capacitación de los trabajadores del campo y la ciudad, se brinda asasoria profesional a las organizaciones populares.

INSTITUTO BARTOLOME DE LAS CASAS RIMAC (BC-RIMAC)

DIRECTOR

: P. Gustavo Gutiérrez

ARODANIDROCS

Catalina Romero de Iguiñiz

FECHA DE FUNDACION: Enero de 1983

AMBITO DE TRABAJO : Perú

DIRECCION POSTAL

Apartado 3090

Lima 100 - PERU

Ricardo Bentin 763

DIRECCION OFICINAS :

Lima 25 - PERU

TELEFONO

TELEX

: 8.0042

: 814663

PUBLICACIONES:

1. "Informativo" (editado por el Centro de Estudios y Publica ciones (CEP) (pub. quincenal).

AUTODEFINICION:

"Dedicado al estudio de la promoción e investigación humana, el BC-Rimac, trabaja en 3 áreas:

- Vida cotidiana (formación de identidad personal y ascial).

- Movimientos sociales (sistematización de experiencies de organización popular autónoma).

- Teología e historia (análisis histórico de los cambios institucionales en la Iglesia Peruanary Latinoamaricana).

Además presenta un área de servicios mediante un Cantro de Documentación y Biblioteca con más de 8,000 volúmenes".

. I.N.P.E.T. (Instituto Peruano de Empresas de Prosperidad exclusiva de los Trabajadores)

Parque de la Reserva 865 Lima - Peru.

. S.E.R. (Servicios Educativos Rurales)

Apartado 11674

Lima 11 - Peru.

Présentation du réseau "Communicacion et pouvoir populaire"

Servicio Especial

Montreal, 31 de agosto de 1983.



AGENCIA LATINOAMERICANA DE INFORMACION

Comunicación

y Poder Popular

Desde hace ya muchos meses, más concretamente, después del III Encuentro de Equipos de Comunicación Popular que tuvo lugar en Lima, hemos estado trabajando en dos direcciones fundamentales. La primera, el cumplimiento de las iniciativas surgidas de las reuniones en Lima; la segunda, proceder a una primera acumulación de documentos y textos referidos a las experiencias de comunicación desarrollada por los equipos participantes en lo que hemos dado en llamar la "coordinadora informativa".

De las múltiples reuniones de trabajo y de la lectura de los materiales de los propios equipos, resultaron algunos elementos de presentación relativamente acabados sobre el origen, evolución y frentes principales de actividad de cada uno. Por iniciativa de nuestro equipo se estuvo ordenando todos esos recursos para traducirlos luego en un documento de trabajo que finalmente editamos hoy.

Las notas que se leen a continuación tienen la pretensión de relatar con rigor las experiencias de coordinación que hemos estado realizando diez equipos latinoamericanos. Se trata ante todo de una secuencia cronológica que sitúa los momentos de mayor trascendencia del diálogo colectivo.

Algunos documentos producto de las largas conversaciones han sido recogidos para ejemplarizar los distintos momentos de la evolución de dicho debate. En ningún caso es un recuento minucioso de la calidad y la extensión que llegarían a tener las reuniones de trabajo comunes.

Én una segunda parte, integrantes de nuestro equipo hicieron la lectura, se decidió incluir elementos de presentación elaborados por los propios equipos. Como en el caso anterior no se trata del resultado de una evaluación conjunta, más bien es la forma como cada equipo se percibe a sí mismo y la manera como aborda problemas más universales propios de la compleja tarea del comunicador social.

Las citas recogidas ilustran con transparencia, que, a pesar de la diversidad de los componentes de la coordinadora, hay problemas comunes que, en principio, sólo podrán ser superados por la vía del estudio sereno, la revisión crítica de métodos y prácticas y la colaboración más estrecha con otras experiencias en el mismo campo.

El valor que tiene esta compilación de intervenciones y documentos está referido a un escenario más amplio que la propia coordinación: tiene que ver con la problemática de la comunicación popular, en términos generales, en América Latina.

La edición de este Servicio Especial concluye con algunas notas de comentario que se proyectan como nexo con otros niveles de la discusión que la propia dinámica creativa de la coordinadora deberá ir permitiendo en el futuro inmediato.

Los equipos cuya nómina entregamos a continuación han participado en distintos niveles y momentos del proceso de coordinación:

EFIP (Equipo de Formación, Información y Publicaciones), Apartado 5386 Caracas 1010 A-Venezuela. Fund. en 1971. Publica: NOTICRITICA. PUEBLO, Apartado 27-467. 06760 México D.F. México. Fund. en 1977. Publica: PUEBLO

CEDOH (Centro de Documentación Honduras), Apartado Postal 1882. Tegucigalpa. Honduras C.A. Fund. en 1980. Publica: Boletín Informativo Honduras. VOCES DEL CAMPO, Apartado Postal 20-189, México D.F. México. Fund. en 1979. Publica: Voces del Campo.

INFORMACION SISTEMATICA - DATO, Apartado Aéreo 055-389. Bogotá 2 - Colombia. Fund. en 1978. Publica: Publicaciones Sectoriales.

CAPPS (Centro de Assessoria, Pesquisas e Publicações sindicais), R. Sao Domingos. 51-Bela Vista - CEP 01326. S.P., Brasil. Fund. en 1980. Publica: Autonomía. CDII (Centro Dominicano de Intercambio de Información), Apartado Postal 676. Santo Domingo, República Dominicana, Fund. en 1978. Publica: Breves Dominicanas.

CCP (Centro de Comunicación Popular de Villa El Salvador), Avda. César Vallejo -Grupo 15- Sector 2. Correos Villa El Salvador – Lima 35 – Perú. Fund. en 1974. Publica: Crítica.

NOTICIAS DE GUATEMALA, Apartado Postal 20-209. México 01000 D.F.. México. Fund. en 1977. Publica: Noticial de Guatemala.

Objetivos Fundamentales

C.A.P.P.S.

Contribuir al desarrollo del movimiento sindical independiente y democrático. Apoyar la constitución de sindicatos sin discriminaciónes ideológicas. Hacer publicaciones propias y asassorar a las organizaciones sindicales para el desarrollo de la prensa obrera.

C.E.D.O.H.

Combatir la desinformación crónica existente en el país y sobre éste en el extranjero, a través de la recolección de documentos y materiales diversos sobre la realidad nacional procedentes de organismos oficiales y no oficiales. Ofrecer un servicio de información disponible al público en la sede del Centro. Difusión por medio de un Boletín destinado al extranjero sobre la realidad nacional, con reproducción de documentos y análisis propios.

PUEBLO

Constituirse en respuesta a las necesidades populares de información con especial enfasis en el movimiento campesino. Proponer y agitar temas de análisis y estudio. No suplantar a las publicaciones populares sino alimentarlas permanentemente de materiales. Desarrollar un esfuerzo documental selectivo de las organiciones populares a fin de que las propias organizaciones de base tengan acceso a ese material en forma permanente.

VOCES DEL CAMPO

Instancia para una vinculación horizontal de información entre diferentes organizaciones, dada la dispersión geográfica y orgânica del campesinado mexicano: rescatar y analizar críticamente sus experiencias de movilización, informar permanentemente del movimiento campesino, denunciar y agitar sus problemas y la represión y abuso de que es victima.

C.D.I.I.

 Hacer conocer la realidad dominicana en el exterior y desarrollar vinculos de intercambio con otras experiencias para socializarlas entre las organizaciones populares locales.

C.C.P. Villa El Salvador.

Fortalecer el nivel cultural y conciencia critica del pueblo, especial énfasis puesto en el sector barrial. Poner los medios y las técnicas de comunicación (artesanal) al servicio de la comunidad organizada. Trabajar por el desarrollo de la cultura popular. Contribuir al fortalecimiento de la organización vecinal.

E.F.I.P.

 Contribuir al desarrollo de la conciencia del movimiento popular Apoyar el desarrollo organizativo de las bases. Una labor informativa que refleje la actividad diaria de los trabajadores haciendo de la información un vínculo de los diversos sectores populares, para denunciar los abusos, represión y explotación de que son víctimas en el sistema socioeconómico vigente.

ALAI

1224 OUEST STE-CATHERINE # 703 MONTRÉAL QUÉBEC H3G 1P2

CANADA

TÉL.: (514) 861-0756